Note du Cerfa 28

Crise et renouveau en Allemagne de l'Est

Rüdiger Pohl

Novembre 2005

Comité d'études des relations franco-allemandes (Cerfa)

ifri

L'Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d'information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l'Ifri est une association reconnue d'utilité publique (loi de 1901). Il n'est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité des auteurs.

Comité d'études des relations franco-allemandes (Cerfa)
©Ifri, 2005 - www.ifri.org
Institut français des relations internationales
27 rue de la Procession - 75740 Paris Cedex 15 - France
Tél. : 33 (0)1 40 61 60 00 - Fax: 33 (0)1 40 61 60 60

Une situation précaire

L'Allemagne de l'Est en 2005 : la majeure partie de la population s'est bien adaptée à la vie dans l'Allemagne réunifiée. L'autoroute à six voies de Leipzig à Berlin n'est plus, depuis longtemps, le chemin cahoteux des temps de la RDA. Les centres-villes de Görlitz, de Halle ou d'Erfurt – en proie au délabrement sous le régime de la RDA – s'épanouissent après leur restauration. Grâce à des produits novateurs, l'industrie est-allemande peut désormais faire face à la concurrence acerbe et accéder aux marchés mondiaux, ce à quoi la RDA n'était pas parvenue, ou alors à des prix ne permettant même pas de couvrir les coûts de production. Les consommateurs ne font plus la queue comme dans l'ancienne économie de pénurie ; dans les agences de voyages, ils commandent des voyages à destination du monde entier, ce que le gouvernement de la RDA leur avait toujours strictement refusé. On peut aujourd'hui respirer l'air de la région de Bitterfeld, spécialisée dans l'industrie chimique, sans craindre pour sa santé.

Les efforts colossaux de reconstruction qui ont été accomplis depuis la réunification dans tous les secteurs de l'économie est-allemande – infrastructure, urbanisme, compétitivité, souveraineté du consommateur, protection de l'environnement – ont été couronnés de succès. Ces résultats positifs sont toutefois masqués par un constat désillusionné : les nouveaux Länder demeurent encore éloignés d'un développement économique autosuffisant et leur situation économique reste précaire.

Aujourd'hui, 16 % de la population allemande vit à l'Est (Berlin non compris) ; pourtant la production est-allemande ne représente que 11 % du produit intérieur brut (PIB) allemand et la capacité contributive de l'Allemagne de l'Est atteint seulement 6 % de la valeur totale allemande. La faible performance économique – relativement à la part de population – et la capacité contributive, plus faible encore, montrent que l'Allemagne de l'Est dépend de transferts financiers extérieurs. Les recettes fiscales propres ne suffisent pas à financer les dépenses nécessaires des Länder et des municipalités est-allemands. Des subventions financières élevées sont également requises pour la sécurité sociale (assurance maladie, assurance invalidité-vieillesse, assurance chômage). Cette charge financière est portée par l'Ouest, qui transfère chaque année environ 4 % de son produit intérieur brut à l'Est, et ce, sans qu'une diminution semble possible dans un avenir proche. Aussi, les Allemands de l'Ouest montrent de moins en moins de compréhension pour le puits sans fond (*Fass ohne Boden*) qu'est l'Allemagne de l'Est.

Rüdiger Pohl est professeur d'économie à l'université Martin Luther de Halle Wittenberg. De 1994 à 2004 il a été président de l'*Institut für Wirtschaftsforschung* à Halle (IWH).
Traduction de l'allemand : Patrick Le Bihan.

Le chômage de masse représente une charge particulièrement lourde pour les Allemands de l'Est. Le taux de chômage enregistré à l'Est s'élève à 20 %. À ceci s'ajoute un chômage masqué d'environ 6 %. Une amélioration prochaine est à l'heure actuelle inenvisageable. Les chances réelles de retrouver un emploi en Allemagne de l'Est sont très minces, notamment pour les chômeurs les plus âgés, mais également pour les jeunes. Il s'agit là d'une expérience particulièrement déprimante pour les personnes concernées et qui peut même s'avérer déstabilisante pour les celles ayant un emploi fixe. Dans certaines branches, notamment dans l'industrie du bâtiment, l'emploi ne cesse de diminuer. On s'inquiète des délocalisations dans des pays ayant des coûts du travail inférieurs et l'on craint l'arrivée, sur son propre lieu de travail, de travailleurs aux faibles exigences salariales, issus des nouveaux États membres de l'Union européenne (UE).

Les Allemands de l'Est doivent accepter le fait qu'il n'a pas été possible jusqu'à présent d'élever leur revenu salarial au niveau ouest-allemand. Les salaires bruts approchent 75 % du niveau salarial de l'Allemagne occidentale. Nombreux sont ceux qui ressentent cet écart de salaires comme un déclassement. Ils ont le sentiment d'être privés d'une rémunération juste, correspondant à leurs performances. En réalité, cet écart de salaires est dû au fait que la performance économique des nouveaux Länder est nettement inférieure à celle de l'Allemagne de l'Ouest. Mesurée en produit intérieur brut par habitant, leur performance économique atteint aujourd'hui 63 % de la celle de la partie occidentale du pays. La comparaison internationale met en exergue cette faible croissance (1,2 % en moyenne de 1995 à 2004). Lorsque l'on cherche à déterminer quelles sont les régions dynamiques dans le monde d'aujourd'hui, on retient la Chine et l'Inde, et peut-être l'Europe de l'Est également, mais on ne retient pas l'Allemagne de l'Est.

La situation économique de l'Allemagne de l'Est est ainsi peu satisfaisante. Demeure donc posée la question de la réorientation de la politique en faveur de l'essor à l'Est (*Aufbau Ost*). La politique allemande semble désemparée. Cela vaut tant pour le gouvernement fédéral que pour les gouvernements des nouveaux Länder. La politique est encore et toujours à la recherche de nouvelles approches qui permettraient d'accélérer le processus de développement économique de la partie orientale de l'Allemagne. Une nouvelle politique économique peut-elle réellement apporter un nouvel essor à l'Est ? Si oui, laquelle ? Au cours des quinze dernières années, tout ce qui pouvait paraître sensé a été expérimenté et appliqué dans le cadre de la politique en faveur de cet essor économique. À l'époque, les solutions miracles étaient déjà inexistantes.

La dure vérité est que les possibilités d'accélérer durablement la reconstruction de l'Allemagne de l'Est par d'anciennes ou de nouvelles mesures de soutien économique sont largement épuisées. Si l'on ne peut encore mettre un terme à ces mesures de soutien économique, il n'en demeure pas moins qu'elles n'aboutiront pas à un développement autosuffisant. Ce qui serait décisif pour la partie orientale du pays, c'est que l'économie allemande dans son ensemble, c'est-à-dire aussi bien à l'Ouest qu'à l'Est, soit plus dynamique. Une accélération durable de la croissance économique de l'Allemagne réunifiée est la seule solution viable

permettant une nouvelle progression de la reconstruction de l'économie est-allemande.

La politique doit enfin se résoudre à ne plus considérer l'évolution économique est-allemande de façon isolée. Encore aujourd'hui, l'Allemagne de l'Est est traitée, dans les discours politiques et économiques, comme une économie nationale autonome : « si cette économie nationale a des problèmes, il suffit de prendre quelques mesures là-bas et cela accélérera l'économie ». Cette image d'une économie quasi autonome était peut-être pertinente durant les années ayant directement suivies la réunification, mais elle n'est plus d'actualité depuis longtemps.

L'Allemagne de l'Est est aujourd'hui une région économique pleinement intégrée dans l'espace économique allemand. Elle est étroitement liée à l'économie ouest-allemande non seulement par des relations de sous-traitance, mais également par la production que les entreprises ouest-allemandes réalisent directement en Allemagne de l'Est. Le cadre institutionnel est, du reste, unique. En fin de compte, la région économique est-allemande progresse aussi bien – ou aussi mal – que l'espace économique national dans son ensemble. On ne peut plus, aujourd'hui imaginer que l'économie ouest-allemande continuerait de stagner alors qu'en même temps, l'Allemagne de l'Est vivrait un boom économique ! L'Ouest et l'Est se développeront, plus ou moins en tout cas, à la même cadence.

Cette approche doit constituer le fondement de la reconstruction de l'Allemagne de l'Est : la possibilité d'y créer une dynamique plus forte ne passe pas par l'invention continue de nouvelles mesures de soutien spécifiquement destinées à l'économie est-allemande, afin d'impulser une croissance qui ne serait que temporaire. La clé pour plus de dynamique dans la reconstruction de l'Allemagne orientale est plutôt l'accélération durable de la croissance économique dans tout le pays.

Nouveaux et anciens Länder : un destin indissociablement lié

Un conflit Est-Ouest sous-jacent

Economiquement, l'Allemagne de l'Est et l'Allemagne de l'Ouest suivent depuis longtemps le même destin. La re-dynamisation de l'économie et la solution aux problèmes économiques dans leur ensemble (à l'Est et à l'Ouest) ne peuvent réussir à une partie de l'Allemagne sans réussir à l'autre, et encore moins aux dépens de l'autre. Malheureusement, cette vue d'ensemble est encore peu répandue dans le pays. Le conflit Est-Ouest continue au contraire de couver. On pouvait lire récemment dans une revue économique ouest-allemande qu'il est de toute façon impossible d'aider l'Allemagne de l'Est et que chaque euro transféré est un euro de trop. Au même moment, une lectrice se plaignait dans un journal régional est-allemand que les Allemands de l'Est n'ont jamais eu leur chance, qu'ils ont été toujours rétrogradés au rang de « citoyens de deuxième classe » et que tout avait été réduit à néant suite à la réunification. Il est accablant que de tels désaccords et confrontations existent encore, quinze ans après la chute du mur.

À l'origine de ce perpétuel conflit entre l'Est et l'Ouest, il y a non seulement la situation économique difficile de l'Allemagne orientale, qui rend la reconstruction de l'Est si coûteuse pour la partie occidentale, mais aussi celle de l'Allemagne de l'Ouest, dont les répercussions sont massives. Nombreux sont les problèmes économiques qui touchent à la fois l'Est et l'Ouest : une croissance économique faible par rapport à la croissance internationale (seulement 1,4 % en moyenne entre 1995 et 2004), un chômage élevé (même s'il n'est pas aussi élevé qu'en Allemagne de l'Est), des caisses de l'État vides, des investissements stagnants, des entreprises qui délocalisent (ce problème y revêt même un caractère plus explosif qu'à l'Est).

Une société à laquelle beaucoup réussit, qui maîtrise avec force les défis du changement économique et social, mènera une grande tâche – comme la reconstruction de l'Est l'est aujourd'hui pour l'Allemagne – avec la conscience de sa propre valeur. Cependant, l'Allemagne ne réussit plus grand-chose, ni économiquement (distancée au niveau international en termes de croissance économique), ni socialement (la transformation des systèmes de sécurité sociale est bloquée). Celui qui ne réussit plus rien

veut se débarrasser de tout ce qui pèse sur lui. C'est le point critique. La société ouest-allemande se voit confrontée à tant de problèmes économiques qui lui sont propres qu'elle s'est lassée de la reconstruction de la partie orientale. Les Allemands de l'Est le ressentent et se sentent obligés de se défendre.

La dynamique économique à l'échelle de l'Allemagne entière

La société ouest-allemande se repose depuis des décennies sur ses « lauriers économiques » (on a beaucoup parlé de « miracle économique » à son propos). L'économie allemande a longtemps joui d'une reconnaissance internationale. Son niveau permettait le développement généreux de l'État social. Pour cette raison, les Allemands de l'Ouest doivent ressentir comme un choc la faillite actuelle de leur système économique et social. La crise ouest-allemande ne constitue pas un simple faux-pas conjoncturel, qui peut être surmonté rapidement, mais une faiblesse de croissance d'origine structurelle. La question de la responsabilité en la matière amène à considérer la réunification : l'Est, inefficace économiquement, tire vers le bas l'Ouest, qui se trouve dès lors contraint de payer. Dans cette logique, il suffirait de se débarrasser du « problème » est-allemand pour recréer une dynamique positive en Allemagne de l'Ouest.

La seule chose juste dans cette analyse est que la réunification n'a pas été bénéfique, en termes de croissance économique, à l'Allemagne de l'Ouest qui est fortement grevée par les transferts financiers vers l'Est (83 milliards d'euros en 2003). Les transferts publics opérés d'Ouest en Est sont à l'origine de différends, notamment lorsque ceux-ci permettent de financer des prestations sociales à l'Est, puisqu'il s'agit alors de financements de la consommation et non d'investissements. Ainsi des milliards d'euros se perdent sans avoir d'effets durables sur la croissance. L'Ouest ne veut pas financer plus longtemps la consommation à l'Est.

Ceci ne peut lui être reproché ; pourtant, un conflit Est-Ouest au sujet des transferts sociaux ne mène à rien. Admettons que des chômeurs et des retraités est-allemands déménagent en Allemagne de l'Ouest. Les transferts publics opérés d'Ouest en Est diminueraient, mais les dépenses sociales en Allemagne ne seraient pas réduites d'un seul centime et elles devraient comme auparavant être financées par l'Ouest. Le problème n'est pas le lieu d'habitation des bénéficiaires des prestations sociales, mais le fait que le pays doive supporter un montant total de charges sociales trop élevé. Il est pourtant tout à fait possible d'abaisser le besoin en prestations sociales, mais seule une politique créant une plus forte dynamique économique au niveau fédéral pourrait y parvenir.

Même si certains ne veulent pas l'admettre en Allemagne, les transferts financiers vers l'Est ne sont pas la cause de la crise de croissance nationale, mais plutôt un symptôme de celle-ci. La crise du système économique et social allemand a d'autres origines, beaucoup plus

profondes. Avec des coûts du travail et un poids de la fiscalité élevés, l'Allemagne est éclipsée par des emplacements de production plus attractifs en Europe de l'Est et en Asie. La surbureaucratisation de l'économie et la réglementation erronée du marché de l'emploi paralysent la flexibilité entrepreneuriale. Les prix élevés de l'énergie, conséquence de la politique écologique menée dans ce domaine, amenuisent la compétitivité. Les insuffisances de la politique de l'éducation créent des problèmes de croissance. La recherche et les innovations dans de nouveaux domaines sont entravées (par exemple par les activités du gouvernement fédéral rouge-vert contre la biotechnologie végétale). Le déficit de naissances et le vieillissement de la population imposent au pays des charges sociales croissantes. Telles sont les causes structurelles de la crise économique allemande, et celles-ci sont indépendantes de la réunification et de l'effort de reconstruction de l'Est.

Aussi longtemps que les vraies causes de la crise ne seront pas éliminées, l'Allemagne demeurera distancée au niveau international en termes de croissance économique, ce qui pourrait être fatal pour la partie orientale. Les nouveaux Länder sont aujourd'hui une région d'une Allemagne malade économiquement, et non d'une nation vigoureuse. L'Est ne peut progresser plus rapidement si son principal débouché, l'Allemagne de l'Ouest, continue de stagner. Inversement, cette dernière ne peut se défaire de la charge des transferts tant que la partie orientale reste économiquement faible et donc dépendant de ces transferts financiers.

Les deux parties de l'Allemagne ont ainsi besoin d'une politique qui renforce la croissance économique dans tout le pays. Le pessimisme quant aux perspectives de croissance, particulièrement répandu sur tout le territoire, est infondé. Une croissance plus forte est possible si l'on élimine les causes structurelles de la crise économique. Ceci suppose en revanche une politique de réforme globale s'attaquant à ces obstacles structurels à la croissance. Le gouvernement fédéral rouge-vert a effectué la même analyse dans le cadre de son programme de réforme « Agenda 2010 » : l'Allemagne doit entreprendre des modifications pour s'établir à nouveau à la tête du développement économique en Europe. Le débat porte ainsi sur les réformes. Elles doivent être organisées de telle sorte qu'une augmentation durable des investissements et donc de la dynamique de croissance devienne possible en Allemagne. Malheureusement, jusqu'à aujourd'hui on n'a que partiellement eu recours aux réformes nécessaires. La résistance politique des groupes d'intérêt et d'une partie de la population paralyse toujours le processus de réforme.

En tout cas, l'Agenda 2010 met en évidence, avec raison, que les charges financières à venir, issues de la réunification, n'empêchent nullement un développement économique dynamique en Allemagne, pour autant que des réformes soient mises en œuvre. Ce n'est que dans un environnement politique, juridique et institutionnel qui favorise le développement des forces dynamiques de l'économie que l'Allemagne de l'Est peut progresser.

La politique en faveur de la reconstruction de l'Est

Quelle politique de soutien aux nouveaux Länder ?

Bien évidemment, le soutien à l'économie est-allemande sera maintenu jusqu'à nouvel ordre. Ne serait-il pas d'ailleurs nécessaire de le réorienter fondamentalement ? La réponse est non ! La conception actuelle de la politique en faveur de l'essor à l'Est est globalement satisfaisante (même s'il y a toujours à redire au niveau des détails). Il semble juste d'encourager des investissements privés tant que l'Union européenne le permet ; de supprimer les lacunes dans l'infrastructure, comme le prévoient les accords entre le gouvernement fédéral et les Länder (« pacte de solidarité II ») ; de faire en sorte que les Länder de l'Est soient en mesure de prendre en charge de façon appropriée, grâce à des transferts financiers, les tâches publiques – écoles, sécurité publique, justice, offre de soins de santé. De nouvelles idées, visant à l'accélération de l'essor de l'Allemagne orientale, réapparaissent malgré tout régulièrement dans le débat public. Ces propositions doivent être regardées avec circonspection. Il n'est pas rare qu'une idée, prétendument nouvelle, ait déjà été rejetée auparavant comme étant inapte à résoudre les problèmes. Il n'est pas rare non plus que certaines de ces propositions aient pour conséquence de développer l'Est de l'Allemagne aux dépens de l'Ouest, ce qui est en soit une approche pour le moins douteuse.

La proposition, régulièrement réitérée dans la discussion, de créer une zone économique spéciale à l'Est ne peut avoir les effets escomptés. L'idée semble, dans un premier temps, évidente : l'Allemagne de l'Est voudrait pouvoir s'écarter des règlements et des taux d'imposition homogènes au niveau fédéral, dans la mesure où ceux-ci représentent un obstacle pour le développement économique. De tels règlements devraient être supprimés immédiatement, et ce, dans toute l'Allemagne – pas seulement à l'Est. Dans le cadre d'une stratégie de croissance nationale, il serait pour le moins paradoxal de maintenir des obstacles à la croissance dans la plus grande partie de l'économie allemande, à savoir l'Ouest.

Prévoir des avantages fiscaux pour l'Allemagne de l'Est est une approche également douteuse. Ces avantages auraient pour conséquence de transférer la production de l'Ouest vers l'Est ; cela n'apporte rien au pays dans son ensemble, exceptés des recettes fiscales moindres et des

effets d'aubaine coûteux. Les taux d'imposition allemands sont surélevés en comparaison à la situation internationale et handicapent l'Allemagne dans la concurrence pour les emplacements économiques. Par conséquent, les impôts doivent être abaissés sur l'ensemble du territoire.

Depuis peu, on argumente en faveur d'une politique de soutien économique ayant pour objectif la constitution de « grappes d'activité régionales » (*cluster*). Le « cluster » régional signifie que, dans une région, des entreprises d'une certaine branche d'activité s'implantent en nombre important, forment des réseaux et innovent. Au cours des quinze dernières années, plusieurs grappes d'activité de ce type se sont développées en Allemagne de l'Est, la plus connue étant la microélectronique à Dresde. Tout cela a été réalisé grâce à l'aide active des pouvoirs publics, dans le cadre de politiques de soutien au développement économique. La promotion de grappes d'activité est une pratique courante et ancienne de la politique économique. Le terme de « clusters régionaux » n'est rien d'autre qu'une nouvelle étiquette à la mode.

Il serait particulièrement néfaste de poursuivre, sous la rubrique « renforcer les clusters », une stratégie sélective de promotion nationale. Le gouvernement fédéral et les Länder devraient alors déterminer les branches et les régions qui constituent un cluster méritant d'être soutenu par l'État. Les investisseurs qui ne conviennent pas au cluster seraient rejetés. Bien que cela semble raisonnable à première vue, il n'en est rien. Les administrations publiques ne savent tout simplement pas quelles grappes ont un avenir et soutiennent alors facilement les mauvais clusters. Les régions vivent du changement structurel et non de la rigidification de structures existantes, et chaque investisseur qui se présente avec un concept solide devrait être le bienvenu, indépendamment de la branche dans laquelle il travaille.

Se défaire de l'image du perdant

Le diagnostic demeure ainsi le même : accompagnée d'une politique de soutien de son économie, une politique de croissance à l'échelle de l'Allemagne est ce qu'il y a de plus utile pour l'Est. Une telle politique exige des réformes fondamentales et celles-ci sont pesantes. À quel point les Allemands de l'Est sont-ils prêts à assumer de telles réformes ? Les prémisses ne semblent pas être bonnes. Les spécialistes des sondages d'opinion pensent que les Allemands de l'Est n'ont pas encore totalement intégré l'économie de marché. Le fait que l'Allemagne se situe dans une concurrence dure avec d'autres sites de production ne serait pas encore ancré dans leur pensée. La nostalgie de la RDA irrite. Le Parti du socialisme démocratique est-allemand (Partei des Demokratischen Sozialismus, PDS) répond à l'espoir que l'État pourrait résoudre les problèmes, et propage – au lieu de réformes – une augmentation des impôts pour plus de redistribution et des programmes nationaux de création d'emplois.

Les estimations critiques de la mentalité est-allemande sont, dans la mesure où elles doivent représenter des généralités, sûrement fausses. Il n'y a pas une opinion est-allemande, mais des orientations différentes et controversées (comme à l'Ouest du reste). L'utilisation inconsidérée de la liberté qui se manifeste dans la transfiguration de la RDA ne concerne naturellement pas tout le monde et le PDS est loin d'atteindre la majorité aux élections à l'Est. Un effort de pédagogie pour convaincre les Allemands de l'Est (ainsi que ceux de l'Ouest) de la nécessité de réformes douloureuses demeure nécessaire. Rares sont les hommes politiques est-allemands qui osent s'engager en faveur de réformes impopulaires. Cela doit changer, car, sans une politique de réforme fondamentale qui vise plus de croissance, l'Allemagne de l'Est restera durablement distancée.

« Durablement distancée » – n'est-ce pas du reste le destin de l'Allemagne de l'Est ? Une image de perdant colle depuis longtemps à la région. « Vallée des pleurnicheurs » (*Jammertal Ost*), tel fut le titre d'une revue ouest-allemande pour désigner l'Allemagne de l'Est. Un député est-allemand du Bundestag parle d'« absence de perspective ». Cette vue pessimiste est naturellement entretenue par la perception quotidienne des problèmes économiques massifs de l'Est, et tout particulièrement du chômage. Pourtant, cette image de perdant doit être contredite avec des faits. Nombreuses sont, en effet, les images négatives de l'Allemagne de l'Est qui se fondent sur un examen superficiel de la réalité.

• *Processus de rattrapage* : Il est dit que la reconstruction de l'Est ne progresse pas, qu'il n'y a plus, depuis 1995, de processus de rattrapage par rapport à l'Ouest. Habituellement, on mesure la performance économique à l'aide du produit intérieur brut par habitant. Les faits sont les suivants : le PIB par habitant est-allemand représentait 59,4 % de la valeur ouest-allemande en 1995 et 63,6 % en 2004. Le processus de rattrapage s'est donc en réalité poursuivi. Une cadence plus élevée de ce processus de rattrapage serait certainement souhaitable ; c'est pourquoi l'accélération du développement économique demeure un objectif prioritaire.

• *Migrations* : On met souvent en rapport avec l'Allemagne de l'Est une émigration massive. En effet, le départ, en particulier des jeunes, et le déficit de naissances – en un mot, la diminution de la population – constituent une hypothèque sérieuse pour l'Est. Depuis 1991, la population a diminué de 1,1 millions de personnes pour s'élever désormais à 13,5 millions de personnes. Des départs massifs à sens unique n'ont pas lieu. De 2001 à 2003, 862 000 départs de l'Est vers l'Ouest (ou l'étranger) ont certes été enregistrés ; dans le même temps, 715 000 personnes ont immigré en Allemagne orientale. Le nombre élevé des immigrations relativise, par exemple, la crainte d'un manque de main-d'œuvre qualifiée dans le futur. Si des postes de travail deviennent disponibles, alors l'Est peut compter sur des vagues d'immigration – et ce, d'autant plus si l'immigration de travailleurs étrangers venait enfin à être facilitée.

• *Niveau de vie* : En ce qui concerne les conditions de vie, certaines personnes à l'Est se sentent distancées par rapport à l'Ouest. Seuls ceux qui ignorent l'assainissement et le développement des infrastructures depuis la réunification peuvent le ressentir ainsi. À l'évidence, les éléments positifs sont perçus aujourd'hui comme la moindre des choses. Le développement et l'assainissement des infrastructures, pour lequel les recettes fiscales ouest-allemandes ont été dépensées, n'est pas le seul succès de la reconstruction de l'Est. La qualité de vie est aujourd'hui la

même dans les deux parties de l'Allemagne. Si l'on considère les revenus disponibles, les Allemands de l'Est atteignent aujourd'hui 83 % du revenu disponible ouest-allemand (nettement plus que les 64 % en termes de performance économique). Si l'on prend en considération le moindre coût de la vie, le revenu disponible atteint même près de 90 %. Le niveau de vie est aujourd'hui incomparablement plus élevé qu'avant la réunification. Les revenus disponibles sont alimentés, entre autres, par des transferts financiers provenant de la partie occidentale. Davantage de reconnaissance de la part de l'Allemagne de l'Est serait méritée.

• *Désindustrialisation* : Souvent, la désindustrialisation à l'Est est déplorée, ce qui implique tacitement une critique de la *Treuhandanstalt*, l'organisme chargé de privatiser les entreprises de l'ancienne RDA. Cette dernière a eu dans la première moitié des années 1990 la mission pour le compte de l'État d'assainir, de privatiser ou, si aucune des deux solutions n'était envisageable, de fermer les entreprises d'État héritées de la RDA. De nombreuses entreprises industrielles n'ont pas pu être assainies et ont donc été fermées. Une opinion répandue en Allemagne de l'Est est que la *Treuhandanstalt* a fermé, sans justification, de nombreuses entreprises (*platt gemacht*) et a ainsi détruit la base industrielle de la partie orientale. L'image d'un pays désindustrialisé n'est pourtant pas fondée. L'industrie représente 16,4 % (en 2003, tendance à la hausse) de la production totale à l'Est et 22,8 % à l'Ouest (tendance à la baisse). L'écart n'est pas important au point que l'on puisse qualifier en même temps l'Est de pays désindustrialisé et l'Ouest de pays industrialisé.

De toute façon, l'image du perdant ne correspond pas à l'évolution industrielle. La croissance de l'industrie est-allemande est forte, en dépit de la stagnation dominante depuis quelques années dans le pays. De 1995 à 2003, la production a augmenté de 59 % (de 2 % en Allemagne de l'Ouest). De fortes impulsions proviennent des marchés mondiaux, la part des exportations augmente. Dans le groupe de tête de la croissance industrielle, l'on trouve des branches de l'économie comme les techniques de télécommunication et de radiodiffusion (croissance de la production : 83 % entre 2000 et 2003), l'électrotechnique (28 %), la chimie (18 %), les techniques de médecine, de réglage et de mesure y compris l'industrie optique (14 %), donc des secteurs ayant un fort potentiel innovateur.

Le développement dynamique de l'industrie démontre de manière impressionnante le succès de la politique en faveur de l'essor de l'économie est-allemande. L'industrie a été développée à l'aide de subventions à l'investissement. Sans le soutien de l'État, aucun secteur industriel capable de survivre n'aurait vu le jour à l'Est. En effet, au regard des surcapacités mondiales de production après la chute du mur, personne n'avait besoin d'une production est-allemande. L'image négative de la *Treuhandanstalt* est également déformée. Sa stratégie de privatisation des entreprises industrielles, au profit non seulement d'investisseurs ouest-allemands ou étrangers, mais aussi de nombreux managers est-allemands, est aujourd'hui globalement couronnée de succès. Que l'image d'ensemble que laisse l'Allemagne de l'Est soit noircie par la régression continuelle de l'industrie du bâtiment n'amoindrit pas le succès de l'industrie dans son ensemble.

Sortir ensemble de la crise

Que découle-t-il de tout cela ? L'évaluation différenciée des faits dément l'image du perdant qui colle à l'Allemagne de l'Est. La reconstruction de l'Est se poursuit donc, portée par une industrie dynamique, et cela a des répercussions positives sur le niveau de vie de la population. L'Allemagne orientale n'est donc pas perdue. Néanmoins, il n'y a aucune raison d'être satisfait. Cette reconstruction évolue à une lenteur accablante. La situation sur le marché du travail demeure difficile. L'Allemagne de l'Est est encore très éloignée d'un développement économique autosuffisant. Cela ne changera pas vraiment, dans un environnement national qui se caractérise depuis des années par une dynamique de croissance faible. Toutefois, la réciproque est également vraie. Une politique de croissance énergique, au profit de l'Allemagne tout entière, est possible et nécessaire depuis longtemps. Elle permettra d'accélérer le développement économique dans les nouveaux et les anciens Länder. L'Allemagne de l'Est et de l'Ouest sortiront ensemble de la crise – ou pas du tout.